



PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DEVELOPPEMENT TUNISIE

TERMES DE REFERENCE

I. Information sur le poste

Titre du poste :	Consultant(e) spécialisé(e) en gestion de connaissance, analyse de performance et en genre
Unité Org. :	PNUD Tunisie
Département :	Projet d'amélioration de l'accès à la justice pour les personnes victimes de discriminations liées au genre et aux orientations sexuelles en Tunisie
Durée :	40 jours (entre le 15 septembre 2020 et le 30 décembre 2020)
A partir du :	1 ^{er} septembre 2020
Contrat :	IC
Lieu d'affectation :	Tunis
Superviseur :	Conseiller Technique Principal – justice et droits humains

II. Contexte général et justification

L'organisation des élections du 23 octobre 2011 a permis à la Tunisie de se doter d'institutions légitimes qui ont, parallèlement à l'élaboration d'une nouvelle constitution, conduit à un processus de réformes, touchant différentes thématiques, parmi lesquelles figurent la justice transitionnelle et la réforme du secteur de la justice.

Pour accompagner ces transformations, les bureaux du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et du Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme (HCDH) en Tunisie ont développé une stratégie de transition incluant, entre autres priorités, un appui au processus de réforme de la justice et au processus de justice transitionnelle.

Un premier projet (2012-2014) visait d'une part, à mettre en place un cadre institutionnel et légal conforme aux standards internationaux des droits de l'homme et d'autre part, à renforcer les capacités des acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux afin de mieux relever les défis, y compris ceux dans l'administration de la justice, la promotion et la protection des droits de l'homme et dans le processus de la justice transitionnelle.

Un deuxième projet (2014-2018) a accompagné les autorités tunisiennes dans l'opérationnalisation du processus de justice transitionnelle à travers, notamment, un appui aux mécanismes juridique et non-juridiques prévus par la loi 2013-53 du 24 décembre 2013, relative à l'instauration de la justice transitionnelle et à son organisation, un appui aux instances publiques impliquées dans le processus de justice transitionnelle et la réforme du secteur de la justice, notamment l'Instance vérité et dignité, le ministère de la justice et le Conseil supérieur de la magistrature. Le projet a également soutenu les organisations de la société civile pour leur permettre de pleinement jouer leur rôle de suivi et de monitoring du processus.

Un nouveau programme conjoint PNUD/HCDH de renforcement de l'accès aux droits en Tunisie a démarré en 2019. Il vise à soutenir les autorités tunisiennes dans le renforcement des institutions nationales en charge de la protection et de la promotion des droits de l'homme, en particulier pour les femmes et les groupes vulnérables, afin de les rendre plus accessibles et en conformité avec les standards internationaux. Les principaux partenaires

nationaux du programme d'accès aux droits sont le ministère de la Justice, le Conseil supérieur de la magistrature, l'Instance nationale pour la prévention de la torture et l'Instance nationale de lutte contre la traite des personnes. Le projet entend également appuyer la Cour constitutionnelle, le Tribunal administratif et l'Instance nationale des droits de l'homme.

Cependant, la crise sanitaire, sociale et économique déclenchée par la Covid-19 en Tunisie et son impact sur les groupes vulnérables, notamment les femmes, nécessite une adaptation des différents projets. En effet, la crise sanitaire, les mesures de confinement et les restrictions qui en découlent ont accentué la vulnérabilité des femmes et des autres groupes particulièrement vulnérables. Comme l'illustre les chiffres du ministère faisant état de plus de 7.000 cas de violence avaient été signalés auprès du numéro vert mis en place par le Ministère tunisien de la Femme¹.

Dans la continuité de cette dynamique de renforcement de l'accès aux droits, le PNUD a élaboré un nouveau projet d'« **amélioration de l'accès à la justice pour les personnes victimes de discriminations liées au genre et aux orientations sexuelles en Tunisie** » (ci-après « gender justice »). Ce projet vise à ce que les personnes victimes de discriminations fondées sur le genre et sur les orientations sexuelles, principalement les plus exposées aux risques de violence, d'exploitation et d'exclusion, soient mieux protégées et revendiquent leurs droits dans la dignité au sein d'un système institutionnel, juridique et juridictionnel plus égalitaire. Ainsi le projet va se concentrer sur :

- L'analyse des inégalités en matière de genre et d'orientations sexuelles dans les domaines juridiques, juridictionnels et dans la pratique ;
- La sensibilisation sur le genre auprès des populations ;
- L'accès à la justice des personnes victimes de discriminations fondées sur le genre et les orientations sexuelles ;
- Les mécanismes de protection des droits des personnes victimes de discriminations fondées sur le genre et les orientations sexuelles.

Pour ce faire, le projet va d'une part appuyer les institutions détentrices d'obligations, à fournir un service de qualité conformément aux standards internationaux ; et d'autre part, le projet va renforcer les capacités des détenteurs de droits, principalement les personnes victimes de discrimination fondées sur le genre et les orientations sexuelles, afin qu'elles soient suffisamment informées pour faire valoir leurs droits devant les juridictions, et ainsi garantir le respect de leur dignité.

Le projet vise à initier une réflexion sur les inégalités basées sur le genre et les orientations sexuelles en Tunisie. L'analyse se fera au niveau de la littérature juridique en la matière, ainsi qu'au niveau de la pratique institutionnelle. Cette réflexion permettra aux différents acteurs institutionnels et de la société civile de concevoir et de s'engager sur un plan d'action pour renforcer les mécanismes de signalement des inégalités et de référencement des personnes victimes des discriminations fondées sur le genre et les orientations sexuelles, ainsi que dans une campagne de sensibilisation pour favoriser l'accompagnement des personnes victimes en vue de réduire les inégalités de genre.

C'est dans ce cadre-là que le projet Gender Justice recrute un(e) consultant(e) spécialiste en gestion de connaissance, analyse de performance et en genre, avec des connaissances en matière d'accès à la Justice en Tunisie.

¹ <https://euromedrights.org/fr/publication/tunisie-la-pandemie-accroît-la-violence-faite-aux-femmes/>

III. Objectifs

La mission définie par les présents termes de référence vise à appuyer l'équipe dans la mise en œuvre des activités du projet « gender justice ». De manière spécifique, le/la consultant(e) aura pour mission de :

- Identifier et analyser les performances des mécanismes institutionnels et non-institutionnels existants de veille, d'observation et de signalement des inégalités fondées sur le genre et les orientations sexuelles en Tunisie, y compris durant la phase Covid-19 et post-Covid-19, en intégrant les indicateurs de droits humains (HRBA) et d'indice d'inclusion (PNUD-Banque Mondiale).
- Collaborer avec les membres de l'équipe dans la réalisation d'une analyse documentaire des études, jurisprudence, évaluations, rapports et données publiées sur les inégalités de genre et celles basées sur les orientations sexuelles en Tunisie.
- Présenter le résultat de ses recherches lors d'une conférence dédiée et participer à l'élaboration d'un plan d'actions regroupant les recommandations opérationnelles sur le court, moyen et long terme et pour une meilleure sensibilisation et un accompagnement conforme aux droits des personnes victimes de discriminations fondées sur le genre.
- Appuyer le projet et l'équipe programmatique par des recommandations dans la mesure du possible en fonction des compétences propres.

IV. Responsabilités, résultats et livrables attendus

Responsabilités :

Le/la consultant(e) travaillera sous la supervision directe du Conseiller technique principal en justice et droits humains (appui technique et coordination des activités) et en étroite coopération avec l'associé au projet (gestion administrative), les experts techniques, le chargé de la communication, et le chargé du suivi et évaluation. Le suivi de la cohérence et de la qualité programmatique sera assuré par l'Unité Gouvernance, à travers le Chargé de programme Etat de droit (assurance qualité).

Sous la supervision directe du Conseiller technique principal, le/la consultant(e) devra :

- Identifier et analyser les performances des mécanismes institutionnels et non-institutionnels existants de veille, d'observation et de signalement des inégalités fondées sur le genre et les orientations sexuelles en Tunisie, y compris durant la phase Covid-19 et post-Covid-19, en intégrant les indicateurs de droits humains (HRBA) et d'indice d'inclusion (PNUD-Banque Mondiale) ;
- Présenter le résultat de ses recherches lors d'une conférence dédiée et participer à l'élaboration d'un plan d'actions regroupant les recommandations opérationnelles sur le court, moyen et long terme et pour une meilleure sensibilisation et un accompagnement conforme aux droits des personnes victimes de discriminations fondées sur le genre ;

Résultats attendus :

- Elaboration d'un rapport présentant une analyse des mécanismes institutionnels et non-institutionnels existants en matière de veille, d'observation et de signalement des inégalités fondées sur le genre et les orientations sexuelles en Tunisie ;
- Présentation du rapport lors d'une conférence avec les différents partenaires ;

- Elaboration d'un plan d'actions regroupant les recommandations opérationnelles sur le court, moyen et long terme et pour une meilleure sensibilisation et un accompagnement conforme aux droits des personnes victimes de discriminations fondées sur le genre et/ou l'orientation sexuelle.

Livrables :

Le/la consultant(e) produira un rapport présentant une analyse des mécanismes institutionnels et non-institutionnels existants en matière de veille, d'observation et de signalement des inégalités fondées sur le genre et les orientations sexuelles en Tunisie ; Le/la consultant(e) présentera les résultats de ses recherches lors d'une conférence dédiée et participera à l'élaboration d'un plan d'actions regroupant les recommandations opérationnelles sur le court, moyen et long terme et pour une meilleure sensibilisation et un accompagnement conforme aux droits des personnes victimes de discriminations fondées sur le genre. Les documents seront rédigés en français et soumis par *e-mail* sous format Word au conseiller technique principal en justice et droits humains.

Livrables	Durée de réalisation	Payement
Rapports présentant une analyse des mécanismes institutionnels et non-institutionnels existants en matière de veille, d'observation et de signalement des inégalités fondées sur le genre et les orientations sexuelles en Tunisie : <ol style="list-style-type: none"> 1. Contexte 2. Objectifs du rapport et résultats attendus 3. Approche méthodologique 4. Analyse documentaire 5. Revue des mécanismes institutionnels et non-institutionnels existants 6. Analyse des performances et des pratiques institutionnelles et non institutionnelles 7. Conclusions 8. Production de recommandation à partir de l'analyse effectuée 	Après les premiers 30 jours de travail	40%
Facilitation de la conférence de présentation du rapport : <ol style="list-style-type: none"> 1. Présentation du rapport et des recommandations 2. Elaboration d'un plan d'action 	Fin de la mission	60%

Tableau récapitulatif des produits attendus :

Modalités de travail

Le/la consultant(e) travaillera en étroite collaboration avec l'équipe du projet.

Les produits de cette consultation seront la propriété exclusive du PNUD. Le/la consultant(e) ne publiera ni ne fera publier, sous quelque forme que ce soit, les produits de cette mission.

Le/la consultant(e) sera seul(e) responsable de la qualité technique de son travail et de la réalisation dans les délais adéquats des tâches assignées.

V. Compétences

Compétences fondamentales :

- Preuve d'intégrité modélisant les valeurs des Nations Unies et des normes éthiques ;
- Promotion de la vision, mission et objectifs stratégiques du PNUD ;
- Respect des différences culturelles, du sexe, de la religion, race, nationalité et de l'âge et avec une capacité d'adaptation dans un milieu international ;
- Traite toutes les personnes de manière équitable et sans favoritisme.

Compétences Fonctionnelles :

- Démontrer une expertise dans le domaine de la gouvernance, de la justice, et des droits humains, ainsi que des dynamiques régionales et sous régionales liées à l'accès à la justice et aux droits humains ;
- Démontrer une expertise en gestion de connaissance, recherche analytique, étude terrain et capacité de synthèse ;
- Avoir des connaissances en matière d'égalité de genre, d'inclusion et de non-discrimination ;
- Avoir des compétences stratégiques et analytiques alliées à un bon jugement ;
- Démontrer une compréhension des interventions du PNUD dans le domaine de la justice et l'appliquer en conséquence à la mise en œuvre des projets et programme ;
- Démontrer des compétences dans la gestion et la mise en œuvre de projets/programme dans un contexte de défis de développement complexe.

Développement et Efficacité Opérationnelle :

- Capacité à conduire la planification stratégique, la gestion axée sur résultats et le reporting ;
- Connaissance de l'approche basée sur les droits humains (HRBA) ;
- Aptitudes à diriger l'élaboration, l'exécution, la surveillance et l'évaluation des programmes et des projets de développement, et de mobiliser des ressources ;
- Avoir des capacités prouvées à conceptualiser, innover, planifier et exécuter des idées de projets, ainsi que le transfert des connaissances et des compétences.

Delivery

- Capacité d'atteindre les résultats planifiés avec les ressources allouées.

Partenariat/Mobilisation de ressources :

- Capacité d'établir et maintenir un partenariat fructueux avec les institutions/ministères du gouvernement, les communautés, les partenaires et donateurs et autres acteurs de développement ;
- Capacité de mobiliser des ressources auprès de donateurs.

Communication :

- Capacité d'écouter, de parler, de s'adapter et de transformer ;

Gestion des Risques :

- Capacité d'identifier et prioriser les risques et définir des actions amoindrissantes.

Gestion et Leadership :

- Se concentrer sur l'impact et les résultats pour le client et répond positivement à la rétro-information ;
- Approcher le travail avec constance, énergie et une attitude positive et constructive ;
- Démontrer des aptitudes solides de communication et de travail autonome ;

- Démontrer des capacités à collaborer avec ses collègues pour atteindre les objectifs organisationnels ainsi que les partenaires nationaux, les collectivités, autorités sécuritaires nationales et transfrontalières et les bailleurs de fonds à tous les niveaux ;
- Fait preuve d'ouverture d'esprit face au changement et de capacité à gérer des complexités.

VI. Qualifications requises	
Education :	Être titulaire d'un master (Niveau BAC+5) en droit, sciences-sociales, sciences-politiques ou spécialisé en genre.
Expérience :	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 5 ans d'expérience professionnelle pertinente dans le domaine du droit, de la justice, des sciences-sociales ou du genre. - Au moins une expérience professionnelle dans le domaine juridiques en adoptant une approche genre. - Une connaissance attestée de l'approche basée sur les droits humains (HRBA). - Expérience dans un projet géré par une organisation internationale est un atout. - Expérience avec des organismes onusiens en Tunisie et/ou ailleurs est un atout.
Connaissance linguistique :	Excellentes capacités orale et rédactionnelle en français et arabe. La bonne connaissance de l'anglais est un atout.
Informatique :	Bonne connaissance des outils informatiques (Word, Excel, Power Point, Email sous environnement Microsoft).

VII. Contenu et évaluation des offres						
<p><i>Contenu des offres :</i></p> <p>Les consultants individuels ayant les qualifications requises décrites au paragraphe précédent peuvent postuler pour la présente consultation. Le dossier de candidature devra comprendre obligatoirement les pièces ci-dessous listées :</p> <p><u>Offre technique :</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Un CV mis à jour signé par le/la consultant(e) incluant les expériences/références dans le domaine pertinent à la présente mission avec contacts de trois (3) références à l'appui (noms, adresse email et n° de téléphone). - Une note méthodologique expliquant de manière succincte comment le/la consultant(e) compte mener son travail dans le cadre du projet. - Les TDRs paraphés et signés ; - Les conditions générales paraphés et signés ; <p><u>Offre financière :</u></p> <p>Elle doit être détaillée selon le tableau suivant :</p> <table border="1" data-bbox="186 1738 1333 1890"> <thead> <tr> <th>Eléments</th> <th>Montant en TND</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Taux d'honoraires journalier</td> <td></td> </tr> <tr> <td>Total pour une durée de 40 jours</td> <td></td> </tr> </tbody> </table>	Eléments	Montant en TND	Taux d'honoraires journalier		Total pour une durée de 40 jours	
Eléments	Montant en TND					
Taux d'honoraires journalier						
Total pour une durée de 40 jours						

Evaluation des offres

Le processus d'évaluation et de sélection comporte 2 étapes :

- **Evaluation technique** selon les compétences requises sur la base du curriculum vitae, de la note méthodologique et de l'entretien oral : 70% de la note globale.
- **Evaluation financière** en se basant sur l'offre financière fournie par le/la candidat(e) : 30% de la note globale. Seules les candidatures ayant été retenues lors de l'évaluation techniques verront leurs offres financières examinées.

A. Evaluation technique

A.1 Evaluation préliminaire

Les candidatures reçues seront évaluées par un panel de sélection comme défini ci-dessous :

Grille d'évaluation techniques de la candidature		Max pts
1	Minimum un master en droit, sciences-sociales, sciences-politiques ou spécialisé en genre : Master 10 points Doctorat..... 15 points	15 points
2	Au moins 5 ans d'expérience professionnelle pertinente dans le domaine du droit, de la justice, des sciences-sociales ou du genre : 5 ans d'expérience5 points Entre 6 et 9 ans d'expérience7 points 10 ans d'expérience et plus 10 points	10 points
3	Au moins une formation validée (attestation) en HRBA10 points	10 points
4	Au moins une expérience professionnelle dans le domaine juridique en adoptant une approche genre : 1 expérience5 points 2 à 4 expériences7 points 5 expériences et plus10 points	10 points
5	Expérience dans un projet géré par une organisation internationale est un atout : Une expérience5 points 2 ou 3 expériences7 points 5 expériences ou plus10 points	10 points
6	Examen de la note méthodologique conformément aux attentes et aux objectifs : Note méthodologique non conforme 0 points Note méthodologie partiellement conforme 5 points Note méthodologique conforme..... 10 points	10 points
7	Entretien Oral	35 points
9	Total Max	100 points

A.2. Entretien oral

Seuls les candidat(e)s ayant obtenu au moins 35/65 points de la note préliminaire (critère 1 + 2 + 3 + 4 +5 +6 + 7) seront appelés à l'entretien oral.

L'entretien oral sera évalué sur 35 pts.

B. Evaluation financière – Maximum 30 points.

La formule suivante sera utilisée pour évaluer la proposition financière :

$p = y (\mu / z)$, où;

p = points pour la proposition financière évaluée;

y = nombre maximal de points pour la proposition financière;

μ = prix de la proposition la moins chère;

z = prix de la proposition évaluée.

VIII. Modalité de soumission

Les candidat(e)s intéressé(e)s doivent obligatoirement soumettre les documents/informations suivants démontrant leurs qualifications : CV détaillé, la note méthodologique de la mission, Les TDRs paraphés et signés ; Les conditions générales paraphés et signés et l'offre financière.

IX. Calendrier et durée

Le contrat durera 40 jours.

La mission se déroulera du 15 septembre 2020 au 30 décembre 2020.

X. Lieu de travail

Tunis, avec un déplacement à l'intérieur du pays. Le/la consultant(e) sera amené(e) à réaliser des missions de terrains au sein des régions afin d'évaluer la mise en œuvre réelle et la performance des mécanismes institutionnels et non-institutionnels existants de veille, d'observation et de signalement des inégalités fondées sur le genre et les orientations sexuelles. Les frais inhérents à ces missions doivent être inclus dans l'offre financière et leur nombre devra être énoncé dans l'approche méthodologique. Parmi les différents gouvernorats, la région de Médenine devra obligatoirement faire l'objet d'une mission de terrain, étant considérée comme une région pilote pour le gouvernement et favorisant également les synergies internes au PNUD.

XI. Modalité de paiement

Le paiement se fera sur la base d'un rapport d'activité intérimaire et final élaboré par le/la consultant(e) et validé par le Conseiller technique principal.

Le/la consultant(e) prendra en charge les dépenses relatives aux missions sur le terrain.

XII. Approbation des TdR

Nom et titre : Corrado Quinto - CTP justice et droits humains